M.E.S., Numéro 117, Vol. 2, Avril-Juin 2021
https://www.mesrids.org
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
Mise en ligne le 18 janvier 2022

CONSIDÉRATIONS SUR L'INCIDENCE SOCIOÉCONOMIQUE DE LA PASTEURELLOSE BOVINE DANS LE TERRITOIRE DE FESHI, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

par

Ignace MASAKI NZASI ABALA
Doctorant en Sociologie, Chercheur au CERDAS, Université de Kinshasa

RÉSUMÉ

La pasteurellose qui a sévi dans la province du Kwango et du Kwilu, en général et dans le territoire de Feshi en particulier, depuis 2 ans et plus, a eu des effets néfastes sur l'économie, sur la vie des éleveurs, ainsi que sur son élan de développement local et, ce en dépit des nombreuses sonnettes d'alarme tirées par les éleveurs envers le gouvernement. Dans ce texte, nous réfléchissons sur l'absence d'une politique de l'élevage préventive de la part du gouvernement, révélée à travers ses hésitations. Cette étude souligne parallèlement les conséquences de cette maladie à différents niveaux ; économique, fiscal, social et du développement endogène pour ce territoire.

Mots-clés : épizootie-pasteurellose- élevage bovin- indicateur d'action politique (IAP)- précarité sociale-insécurité alimentaire- chômage- développement endogène.*

ABSTRACT

The pasteurellosis which has raged in the province of Kwango and Kwilu, in general and in the territory of Feshi in particular for 2 years, has had adverse effects on the economy, on the lives of pastoralists, as well as its local development, despite the many alarm bells sounded by breeders against the government. In this article, we reflect on the absence of a preventive policy for breeding as revealed by trial and error and hesitation that has been observed since the onset of the disease. At the same time, the article also highlights the consequences of the disease at different levels; economic, fiscal, social and endogenous development for this territory.

Key words: epizootic-pasteurellosis- cattle rearing- political action indicator (IPA) -social precariousness- food insecurity-unemployment-endogenous development.

INTRODUCTION

Tout récemment, dans un article précédent, nous faisions état des problèmes que rencontrait le secteur de l'élevage de bovin dans le territoire de Feshi. Parmi lesquels figuraient la maladie dite « *pasteurellose* » et la migration des zébus, venues de la province orientale et du Kivu. Le présent article s'inscrit dans la suite du précédent. Ici, nous aimerions réfléchir sur l'incidence de cette maladie pasteurellose qui sévit depuis fin 2018, sur ce même secteur, afin d'entrevoir les perspectives d'avenir de l'activité bovine, pour son rôle dans le développement endogène du territoire, longtemps confronté à plusieurs difficultés.

Mais d'abord, qu'est-ce que la pasteurellose ? Elle « *est une bronchopneumonie bactérienne causée par Pasteurella multocida ou par Mannheimia haemolytica et moins fréquemment par Pasteurella multocida ou aemophilus somnus. Ces trois agents pathogènes sont des germes saprophytes des muqueuses nasale et pharyngée du bovin mais pas des poumons. Ils sont considérés comme des germes opportunistes liés au stress et/ou à une infection virale. La bronchopneumonie bactérienne fibrineuse est souvent mortelle* »[182]. En termes plus explicites, la pasteurellose est un saprophyte qui est un champignon ou un micro-organisme qui se nourrit des matières organiques mortes. Cette définition nous paraît tellement claire qu'elle n'appelle nullement des commentaires de notre part, pour ce qui est des conséquences éventuelles.

Et d'abord, quels en sont les symptômes ? La maladie se manifeste par des douleurs très vives et des inflammations localisées. En cas de crevaison, la couleur verte constatée sur les carcasses des bêtes dans les provinces du Kwango et du Kwilu en 2018, était révélatrice de sa présence dans le corps de la bête.

Elle a défrayé la chronique sur les réseaux sociaux et la presse en ligne. Deux versions divergentes ont circulé. L'une récusant officiellement, et l'autre qui provenait des paysans qui la contredisait naturellement. En effet, pendant que la première opinion démentait l'existence de la maladie et en minimisait ses effets, la seconde les exhibaient sur la place publique. Cette mise en scène contradictoire a durée plus de deux ans et demi. Quelle est la réalité dans tout cela et comment se dessinent les perspectives d'avenir de ce secteur de l'élevage bovin dans ce territoire, après l'épidémie ? Les réponses à ces questions, constituent l'objet de la présente réflexion, qui s'articule en quatre points ci-après : quelques indications méthodologiques, l'apparition de l'épidémie, l'incidence socioéconomique de la pasteurellose et les mesures de lutte contre cette épidémie. Une conclusion traçant les perspectives d'avenir met un terme à cette étude.

I. QUELQUES INDICATIONS MÉTHODOLOGIQUES

Nous nous appuyons sur les rapports officiels de l'inspection territoriale de l'agriculture et élevage ainsi que sur les témoignages des éleveurs, tels que reporté dans la presse. Dans les lignes qui suivent, nous décryptons ces informations pour

[182] http://dictionnaire.sensagent.leparisien.fr/Pasteurellose%20pulmonaire%20bovine/fr-fr/, consulté le 25/06/2020

mieux nous imprégner de l'impact socioéconomique de cette épidémie sur les élevages du territoire.

La pasteurellose a notamment induit quelques faits qu'il est intéressant de relever dans le cadre de cet article : la diminution des effectifs bovins dans les exploitations, l'accentuation de la précarité de la vie des éleveurs, et une remise en question du rôle de cet élevage dans le processus du développement endogène du territoire.

A ce propos, une inconnue demeure quant à l'incidence de la maladie à l'échelle provinciale, où les données de bêtes touchées de plusieurs territoires manquent[183]. N'empêche que dans le territoire de Feshi[184], des troupeaux entiers ont été décimés à en croire le service territorial de l'agriculture et élevage. Et nous pensons que l'absence des données dans les autres territoires de la province, ne signifie pas nécessairement une absence de la maladie, dans la mesure où les limites administratives entre ces entités ne peuvent nullement empêcher la circulation des bêtes, ni leur traversé de ces limites.

Complémentairement à cette exploitation documentaire, les réseaux sociaux ont servi de deuxième source de provenance de données réunies dans cette étude. À cet effet, la chronique défrayée au sujet de l'épidémie précitée, nous a permis d'avoir les points de vue des uns et des autres sur cette question. En troisième lieu, la culture populaire véhiculée notamment par des griots locaux a immortalisé le désastre causé par la pasteurellose à Feshi[185]. Toutes ces sources ont chacune nourrie la matière analysée dans la présente étude. Intéressons-nous maintenant à la survenance de l'épidémie et à ses retombées. C'est ce que nous abordons au point qui suit.

II. DE L'APPARITION DE L'ÉPIDÉMIE

Dans le territoire de Feshi[186] où les données ont été recueillies, les tout-premiers signes de la pasteurellose ont été observés en 2018. Ensuite, dans le Kwango, ils se sont étendus à celui de Popo kabaka, avant de s'attaquer au territoire de Masi Manimba, dans la province voisine du Kwilu.

En cette année 2018 déjà, ce qui était des rumeurs s'est vite transformé en une réalité, créant une panique dans la population, avant que les autorités ne s'en saisissent. Malheureusement, avant même que celles-ci ne s'impliquent réellement, l'épidémie avait déjà pénétré les élevages des territoires de Kasongo Lunda ainsi que celui de Kenge. L'image suivante de la carcasse d'un bovin dans la commune rurale de Masi Manimba, en est l'illustration[187].



Quelles en sont les conséquences ? Quel est le nombre de fermes concernées, combien d'animaux ont été atteints ?

III. INCIDENCE SOCIOÉCONOMIQUE DE LA PASTEURELLOSE

L'analyse de l'incidence de la pasteurellose porte sur trois aspects clés : l'économie, l'emploi et le développement endogène du territoire infecté. Du point de vue de l'impact socioéconomique, les données du graphique suivant nous renseignent sur la situation, telle qu'elle est vécue à l'échelle du territoire de Feshi.

Les données du graphique, ci-dessus révèlent que sur l'ensemble de la période allant de 2015 à 2020, un nombre important des bêtes ont crevées.

Graphique n°1 Effet général de la pasteurellose sur les élevages bovins du Feshi



Source : données du tableau I

Ainsi que représentée sur ce graphique en effet, le nombre des bêtes produit annuellement est affiché en abscisse et celui des années de production en ordonnée. On peut remarquer que l'élan de la production des bovins fléchi à partir de l'année 2019, année où l'épidémie a pris une ampleur significative dans le territoire. Avant cette période de 2015 à 2018, la production bovine affichait une augmentation constante. C'est à partir de 2019 qu'elle a connu une chute et que la courbe représentative a fléchi mettant en évidence, la baisse des effectifs de bêtes, dans les fermes d'élevage bovin du territoire.

La courbe reflète la tendance générale de la situation, mais occulte la réalité singulière des entités politico administratives qui, n'ont pas toutes subies l'épidémie de la même façon.

En effet, certaines entités du territoire ont connu avant l'épizootie, d'autres maladies que la pasteurellose, qui n'a fait que s'ajouter aux précédentes. D'autres par contre, n'ont rien connu d'inquiétant. Ce qui montre que les effets ressentis par ces entités restent variables, selon le cas.

À propos des conséquences sur le plan socioéconomique, le premier semestre de 2020 constitue la période charnière où l'inquiétude a gagné les éleveurs du territoire de Feshi, d'autant que la maladie a marqué de son empreinte en emportant plus

[183] Il faut signaler que seuls les territoires de Feshi, Kenge et une partie de Kasongo Lunda était sérieusement touchés par la maladie et que Popo Kabaka et Kahemba en étaient épargnés, selon l'Inspection provinciale de l'agriculture et Elevage.
[184] Seule entité à avoir un rapport établi et disponible à ce jour pour cette problématique de l'épidémie.
[185]Cette épidémie est consacrée dans la chanson populaire « Corona Virus » de l'artiste musicien Kas Kasongo

[186]MASAKI NZASI ABALA ; Évolution récente des indicateurs socioéconomiques du territoire de Feshi, in « *Revue internationale Mouvements et Enjeux Sociaux* », vol.2, n°113,2020, pp.41-56.
[187] Vue d'une carcasse de vache, victime de la pasteurellose (Source : https://www.rfi.fr/fr/afrique/20191106-rdc-une-mysterieuse-epidemie-touche-le-cheptel-bovin-kwango-le-sud-est, consulté le 17/11/2019

de 10.000 têtes, réduisant significativement les effectifs bovins du territoire, de l'année précédente 2019.

Pour s'enquérir de son impact, évaluons la situation à travers ces trois aspects : l'économie, l'emploi et l'élan du développement endogène du territoire.

3.1. Sur le plan économique

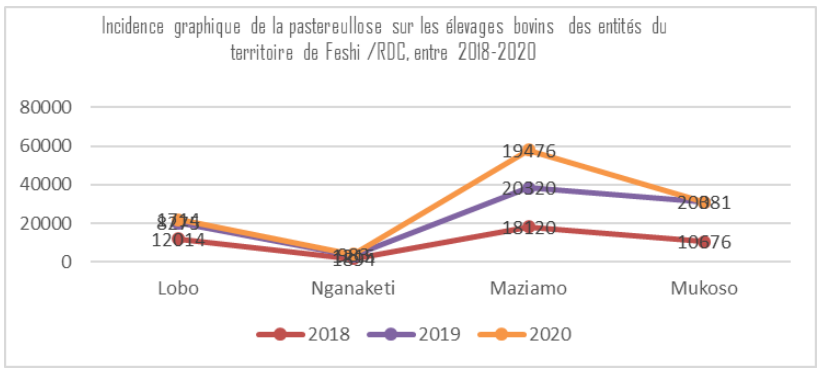
D'entrée de jeu, il importe de souligner que l'économie du territoire se repose surtout sur cet élevage bovin et sur l'agriculture traditionnelle. Les données du tableau suivant indiquent que ce secteur d'activité a connu effectivement un choc caractérisé par une diminution du nombre de bétail, à partir de l'apparition de cette épidémie dans toutes les fermes du territoire.

Tableau I. Situation comparative de la production bovine des secteurs du territoire de Feshi avant et après la pasteurellose.

Secteur administratif	En 2018[188]	En 2019[189]	En 2020[190]	Tot. cumulé
Lobo	12.014	8.275	1.714	22.003
Nganaketi	1.894	1215	983	4092
Maziamo	18.120	20.320	19.476	57.916
Mukoso	10.676	20.381	17.130	48.187
Total	42.704	50.191	39.303	132.198

Et en observant attentivement ces données du tableau, il se révèle en effet que depuis 2019, toutes les 4 entités de Feshi n'ont pas été impactées de la même manière par l'épidémie, certaines ayant résistées mieux que d'autres

Graphique 2. *Incidence graphique de la pasteurellose sur les élevages des entités politico administrative du territoire de Feshi / RDC, entre 2018-2020*



De 12.014 têtes, l'entité de Lobo par exemple s'est retrouvée avec 1.714 bêtes, au premier semestre 2020. Ce qui constitue une perte de plus de 10.000 unités, représentant 86% de sa production de 2018 et un peu moins (6561), celle de 2019. L'entité de Ngana keti est partie de 1.894 têtes en 2018 à 983 en 2020, ce qui constitue une perte de 911 têtes, soit 48% de ses effectifs. Par contre, celles de Maziamo et de Mukoso ont résistées, et ont vu leurs productions respectives augmenter, de 1.356 têtes pour Mukoso, et de 6.454 bêtes, pour Maziamo.

Cette incidence différenciée montre que de quatre entités, celles de la partie ouest du territoire sont les plus impactées que celles de l'Est. Et dans cette partie occidentale du territoire, l'entité de Lobo a subi davantage d'effets négatifs de l'épidémie que Nganaketi. Pendant ce temps, la partie orientale du territoire, connaissait une augmentation du nombre de bétail, en témoignent les données de Maziamo et Mukoso, qui la composent, telle qu'illustrée sur le graphique n°1.

Qu'est-ce qui pourrait expliquer cette variation ? Pourquoi un impact différencié de l'épidémie entre les entités ?

Trois faits nous paraissent plausibles et qui peuvent expliquer cette situation ambivalente : la proximité géographique de cette partie Ouest du territoire, par rapport à l'axe routier qui relie la ville de Kinshasa à celle de Kikwit, (par sa bretelle de Munzabala), le déplacement des troupeaux de bêtes, et le retard dans l'action du gouvernement, en faveur de ces éleveurs.

3.2. S'agissant de la situation géographique :

Par rapport à cet axe routier RN1, de quatre secteurs du territoire en effet, les deux entités de Lobo et Nganaketi sont plus facilement accessibles que Mokoso et Maziamo, si l'on part de Kinshasa vers Kikwit ; alors que ces deux dernières sont éloignées et excentrées. Il y a donc lieu de penser que la maladie s'est vite transmise dans les deux entités occidentales, précitées du territoire.

3.2.1. Quant aux déplacements de troupeaux entiers des bêtes, l'élément explicatif pourrait être la décision prise par certains éleveurs, de déplacer leur cheptel vers des lieux qu'ils ont jugés « sûrs », espérant ainsi le mettre à l'abri de la maladie, au plus fort moment de celle-ci, en 2019.

3.2.2. Le troisième élément est indubitablement le retard de la réaction des autorités gouvernementales, face aux alertes répétées des éleveurs, depuis le début de la maladie en 2018. De 2018, année de la déclaration de la maladie à avril 2020, il se compte plus de deux ans, avant que le gouvernement ne décide d'envoyer une équipe d'expert sur place dans le territoire. Ce temps est long et préjudiciable pour les éleveurs, car difficilement supportable pour certains d'entre eux. Et ce d'autant plus que, l'épidémie a continué de progresser. Si le gouvernement avait agi plutôt, une catastrophe abyssale de telle ampleur aurait été évitée.

Dans ces entrefaites de la propagation de l'épidémie, un effet papillon que l'on pouvait anticipativement redouter s'est effectué, et les pertes des bêtes enregistrées dans les exploitations, en témoignent. Cet effet papillon a consisté à la crevaison en cascade des bêtes dans les élevages du territoire. Les animaux de certaines fermes sont partis d'une diarrhée banale pour en sont arriver à une forte mortalité. Ce qui a induit une réduction drastique des effectifs des troupeaux de l'ensemble du territoire. Cette même réduction a augmenté à

[188] Service d'agriculture et Elevage, *Rapport annuel*, 2018, p.5
[189] MASAKI Nzasiabala ; évolution récente des indicateurs socioéconomiques du territoire de Feshi, in la revue « *Mouvements et Enjeux sociaux*, n°113, avril-juin, 2020, p.50
[190] Service d'agriculture et Elevage, *Rapport semestriel*, 2020, p.4

son tour le risque d'une ruine, susceptible de conduire à la faillite de certaines fermes, et donc au renvoi de leur propriétaire au chômage. La succession de ces événements malheureux menace réellement l'existence même de l'activité bovine.

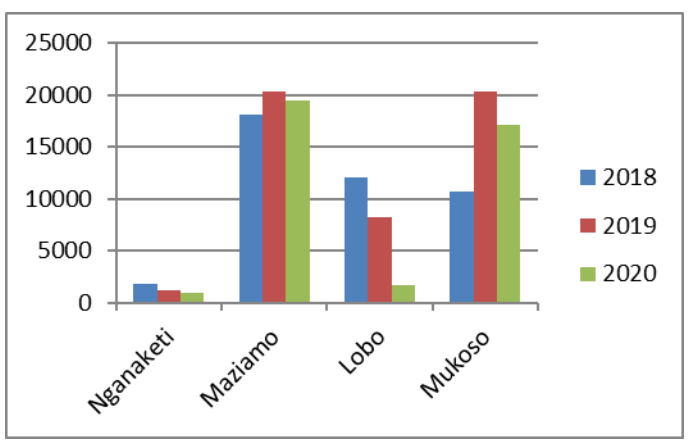
D'autre part, il est important de noter aussi que beaucoup de ces exploitations dont on ignore le nombre exact des bêtes touchées par l'épidémie, comptent une moyenne de 12 bêtes[191]. Le nombre global des bêtes crevées entre 2019 et 2020 est estimé actuellement à plus de 10.888, dans l'ensemble du territoire, si l'on en croire la source officielle.

Puisque ledit rapport officiel ne précise même pas le nombre exact des fermes concernées, et en considérant que la taille moyenne de ces exploitations soit de 12 têtes, on peut penser que ces 10.888 bêtes proviennent de 907 exploitations. Ce qui laisse supposer donc qu'en moyenne, ce sont ces 907 fermes d'élevage qui risquent la ruine et peut être même, une faillite à cause de cette épidémie

3.3. Sur le plan de l'emploi et du travail

Dans ce contexte de ruine économique, le lien entre cette activité d'élevage bovin et la vie sociale de la population est déterminant. Comme on peut s'en rendre compte, à la suite de celle-ci (maladie), les 907 fermes qui auront failli, risquent de précipiter leurs éleveurs au chômage, avec une forte probabilité d'aggraver les autres formes de vulnérabilité sociale, étant entendu que l'élevage y reste la principale source de revenu dans le territoire.

Graphique n°2. Évolution des cheptels du territoire de Feshi après la pasteurellose



3.4. *Sur le plan du développement endogène*

L'élevage bovin reste sur le plan développemental, un rempart de l'économie de ce territoire. C'est sur cette base que les projets de développement sont conçus et sont menés. Sa disparition et ou son éventuel effondrement devait se ressentir et remettre en question l'ambition du territoire de se développer localement par cette ressource.

En effet, comment peut-on envisager un développement quand la taille des troupeaux des bêtes diminue ? Et que les fermiers font des faillites en cascade ? Que beaucoup de fermiers deviennent chômeurs ? Comment mener à bon port des projets de développement lorsque la source de financement s'amenuise à peau de chagrin, ou quand l'élan économique entamé ralenti ? etc.

Voici autant des questions que cet effet papillon suscite, et qui nous permettent de penser que l'épizootie de pasteurellose risque effectivement, de remettre en question l'hypothèse d'un développement du territoire de Feshi par cet élevage bovin.

Au stade où nous en sommes de traitement et de l'administration du vaccin, il est nécessaire d'attendre pour faire une évaluation ex-ante[192], qui permettra de préjuger du rôle de cette ressource bovine dans la perspective du développement du territoire. Tout ce qui précède nous amène à évoquer les mesures prises, pour y faire face.

Trois différents acteurs concernés directement par cette question de santé animale ont agi, chacun à sa manière. Venons-en donc à présent, aux moyens que chacun d'eux a mis en œuvre à cet effet.

IV. LES MESURES DE LUTTE CONTRE L'ÉPIDÉMIE

4.1. *Les mesures gouvernementales*

Bien que tardivement, le gouvernement a réagi, dans le cadre des instruments ou des mesures d'action publique dont ils disposaient. Le premier volet de ces mesures comprend, la vaccination et le traitement des bêtes. Ces deux premiers instruments de l'action politique (IAP)[193], étaient initialement destinés à soulager l'ensemble des élevages de deux provinces du Kwango et du Kwilu. Un troisième volet consistait en une aide financière de 1000 $ US que devait recevoir chaque fermier, dont le troupeau est supposé « *avoir été atteint par la maladie* », à en croire le ministre, en charge de l'agriculture et élevage[194].

Combien d'éleveurs sont concernés par cette aide ? Parler du nombre de bénéficiaires revient à fixer les conditions d'éligibilité des éleveurs et des critères de sélection afin de rendre ces IAP efficaces et adéquats. L'efficacité se mesure en termes de nombre des bêtes sauvées de la maladie et la capacité de stopper la progression de l'épidémie, pour que la relance de l'élevage reprenne de plus belle. Et la première difficulté est de fixer les critères de sélection inclusive, devant permettre d'atteindre le maximum d'éleveurs possibles.

Il est effectivement important de lister ces éleveurs victimes de la maladie, pour savoir qui en ont droit et qui en sont exclus, tant certains d'entre les éleveurs redoutent un favoritisme orienté, au regard du budget y affecté.

Quant à leur éligibilité pour bénéficier de l'aide du gouvernement, deux scénarios se profilent : le premier est celui d'inclure sur la liste tous les éleveurs, sans distinction. Le

[191] Une moyenne générale
[192] DURUFLE G305., FABRE, R. YUNG M. ; *Les effets sociaux et économiques des projets de développement rural. Manuel d'évaluation*, Minis6036tère de la coopération, Paris, 1988, pp.10-12

[193]Pour des plus amples détails relatifs à l'évaluation des politiques publiques, lire ALBARELLO, L, AUBIN D., FALLON C, VAN HAEPEREN, (Sous Dira. de) ; *Penser l'évaluation des politiques publiques*, Louvain-la-Neuve, Ed. De Boeck supérieur, Coll. ; Méthodes en sciences humaines, 2016, pp.39- 54 et 57-60.
[194]https://actualite.cd/2020/03/14/rdc-le-conseil-des-ministres-autorise-le-decaissement-de-1962730-usd-pour-combattre, *consulté le 22/03/2020*

deuxième étant de n'aider qu'une catégorie d'entre eux à savoir, les gros éleveurs.

-Dans le premier scénario, au regard du budget affecté à cette opération (plus ou moins 2 millions de dollars US), il nous paraît peu probable que tout le monde soit retenu sur une telle liste au regard du budget mis à disposition, sachant que le territoire de Feshi par exemple, dispose à lui seul déjà plus de 1500 exploitations. Supposons qu'au lieu de 1000,00$ annoncé par le ministre, seul 100 $ soit effectivement remis à chaque fermier dans le but de l'aider à s'approvisionner en bétail de reproduction, destiné à remplacer les bêtes infectées. Ce qui nous amènera à 1.500.000 $ (100x 1500 fermes d'élevages) qui devrait aller au seul territoire de Feshi. Les 2.000.000$, seront vite engloutis. Si l'on y ajoute celles des territoires du Kwango, (à savoir de Kasongo lunda et Kenge), ainsi que celle de Masi-manimba dans le Kwilu, l'ensemble du budget sera englouti. L'efficacité même de ces IAP devient hypothétique.

En réalité, même dans l'hypothèse de 100$ par éleveurs, ce montant est largement en dessous de 350,00$ que coûte une génisse de reproduction, devant remplacer la bête crevée. On le voit bien, une telle proposition n'est pas envisageable, elle est à écarter.

A défaut de la première hypothèse, il y a lieu d'envisager la deuxième. Celle d'une aide exclusive à apporter à une catégorie d'éleveurs. Il s'agira en réalité d'exclure tout simplement un grand nombre d'éleveur de cette liste. Ce qui risque d'une part, de confirmer la crainte des éleveurs et de l'autre, de fragiliser les efforts fournis, jusqu'ici pour développer cette activité bovine dans le territoire. Satisfaire les uns et écarter les autres ne sont pas susceptible d'encourager l'idée d'y développer un élevage bovin durable. Indirectement, ceux parmi les éleveurs, qui auront bénéficié de l'aide pourraient à leur tour, voir leurs efforts s'anéantir aussitôt, du fait du manque des mesures d'encadrement des éleveurs exclus de la liste. Dans cette perspective, l'épidémie aura induit d'autres problèmes sociaux dans le territoire tels que le chômage, la précarité sociale, la malnutrition ou l'exode rural. D'où l'intérêt d'élaborer des critères d'éligibilité objectifs et inclusifs qui permettent une répartition équitable de l'aide, afin d'éviter qu'un clientélisme orienté vers l'élite locale ne puisse nuire au grand nombre d'éleveurs.

A la limite de deux alternatives, l'idéale aurait été d'augmenter le budget en faveur de ces éleveurs afin qu'ils se procurent du bétail de reproduction, tout en vaccinant tous les troupeaux des bêtes des fermes de l'ensemble de la région infectée (Kwango et Kwilu), afin de préserver les chances d'avoir un élevage bovin durable, capable de soutenir le développement endogène du territoire, tant espéré par la population.

A l'étape actuelle de la situation, les mesures du gouvernement renferment trois limites : leur arrivée tardive sur le terrain infecté, leur contenu substantiellement insuffisant, et des critères de sélection des éleveurs bénéficiaires peu transparents.

4.2. Les mesures prises par la FAO

La FAO serait intervenue dans la formation des experts à la lutte contre cette épizootie de pasteurellose. On sait d'autre part, qu'il fut un temps où cette maladie avait surgie à l'Est du pays[195], ce qui signifie qu'un protocole doit exister et qu'il pouvait inspirer les acteurs de première ligne dans cette lutte, au niveau du territoire de Feshi.

L'action de la FAO, a notamment consisté à prévenir l'épidémie par la vaccination des bêtes, en témoigne les déclarations suivantes :

« *Suite à plusieurs alertes d'éleveur, les agents du laboratoire vétérinaire central de Kinshasa ont effectué une visite sur le terrain pour prélever des échantillons auprès des bovins malades. Les analyses ont confirmé la présence de la maladie infectieuse du charbon symptomatique.*

Cette maladie ne se transmet pas de l'animal à l'homme, mais elle entraîne des pertes économiques importantes, en raison des risques de mortalité très élevé. Une fois l'infection contractée, l'animal peut mourir dans les 48 heures et il est fréquent de retrouver les animaux morts avant d'avoir pu appliquer un traitement.

Afin de lutter contre la propagation de cette maladie, le Centre d'urgence pour la lutte contre les maladies animales transfrontières (ECTAD) de la FAO a formé 40 agents vétérinaires dans les provinces du Kwilu et du Kwango pour mener à bien le contrôle de la maladie, les vaccinations de bovins et les traitements des animaux malades par l'antibiothérapie »[196]. Et un éleveur d'en témoigner : [*« Malgré le mauvais état des routes de déserte agricole, les agents vétérinaires se sont rendus à la ferme de Papy. Sur place, Papy a pu aider ces derniers en rassemblant ses bovins dans un parc de contention. L'une après l'autre, chaque bête s'est fait vacciner à l'aide du matériel de vaccination fournis par la FAO. Je suis heureux que plusieurs éleveurs aient pu bénéficier de cet appui. De cette manière, nous pourrons réduire la contamination au sein de nos communautés, » a ajouté Papy. La campagne de vaccination a été lancée dans les zones où le risque d'apparition de la maladie est le plus élevé. Au total 2 000 bovins ont été vaccinés sur une période de 10 jours »]*[197]. *Cela implique de vacciner tous les troupeaux de la région »*

Elle a accompagné les actions du gouvernement et dans une moindre mesure, celles des éleveurs. A ce propos, on peut aussi se demander s'il ne valait pas la peine de la part de la FAO, de former quelques éleveurs sur place, dans chaque secteur politico-administratif, tant que cela était possible. La pasteurellose ayant déjà existé en RDC, sa réapparition dans le Kwango, aurait été normalement l'occasion de former les éleveurs aux premières mesures de prévention de la maladie, afin de limiter les effets néfastes, dans l'hypothèse d'une récidive de la maladie.

[195]En, effet, la pasteurellose avait déjà existé au Congo, durant l'époque coloniale. Lire à ce sujet, *Bulletin Agricole du Congo Belge, bulletin d'information de l'INEAC vol. XLVI, n°4*, août 1955, p.285. On ne demande pas d'utiliser les conclusions de l'expérience coloniale dans le Kivu, mais de s'inspirer tout au moins de son protocole opératoire pour le cas actuel, dans le Kwango

[196]http://www.fao.org/republique-democratique-congo/actualites/detail-events/fr/c/1180694/, consulté le 26/09/2020

[197] *Idem*

4.3. *Les mesures prises par les fermiers*

L'ampleur de l'impact négatif de la maladie a fait que, les éleveurs ont manqué des moyens de les contrer. Leurs efforts se résument par deux réactions ;

- Premièrement en effet, tout au début de l'épidémie en 2018, ils ont lancé plusieurs alertes en direction des autorités, pour solliciter leur appui. Face aux hésitations et à la lenteur de celles-ci, certains éleveurs ont décidé de déplacer leurs bêtes vers des sites de refuge, espérant ainsi le protéger de la maladie. Malheureusement, au lieu d'aboutir à la protection espérée, nombreux d'entre eux ont déchanté, car cette migration animale s'est transformée en une occasion de propagation de l'épizootie. Les bêtes déplacées devenant ainsi des vectrices de la maladie, en contaminant les animaux des sites de refuge où elles ont été éconduites [198]. Et même à ce niveau de sites de refuge, nombreuses d'entre ces bêtes n'ont pas survécu. A ce jour, le nombre de ces bêtes déplacées n'est pas connu, ni celui des éleveurs ayant initié cette action.

-Le deuxième reflexe des éleveurs a consisté à mobiliser le reste de la population, l'invitant à manifester sur la voie publique. Ce qui a eu lieu sur le boulevard du 30 juin à Kinshasa, et qui a obligé le ministre de faire une déclaration publique dont la teneur est : « *le conseil des ministres autorise le décaissement de 1.962.730$ USD pour combattre l'épidémie bovine dans les territoires du Feshi et Kwilu. Le ministère de la pêche et élevage a alerté le Conseil des ministres sur l'épizootie et la pasteurellose qui touchent les bétails des territoires du Feshi et du Kwilu. Selon des chiffres fournis par ce ministère, 20 000 en sont déjà morts. Le Conseil des ministres a autorisé le décaissement de 1.962.730$ USD "selon les disponibilités de la trésorerie", en vue d'appuyer le plan de riposte mis en place par le ministère de la pêche et élevage. Ce plan propose d'une part une riposte par antibiothérapie tactique, et la vaccination pour sauver le cheptel encore existant, et d'une autre assistance en vue de reconstruire les cheptels décimés*»[199].

Comme on le voit, devant les dégâts collatéraux causés par la maladie, seul le pouvoir public pouvait apporter une solution adéquate. En attendant l'évaluation des résultats de la vaccination et du traitement qui sont en cours, comment se dessinent les perspectives d'avenir pour cette activité bovine dans ce territoire ? Et surtout que penser de l'hypothèse d'un développement du territoire par cette ressource, un développement tant rêvé par sa population ?

CONCLUSION

Une évaluation ex ante nous éclairera davantage quant aux effets finaux de cette maladie. A ce stade, les faits saillants que l'on observe ne sont qu'une vue partielle et momentanée de la situation, qui indique que le territoire de Feshi est le plus affecté de tous les quatre territoires que comptent la province du Kwango, par l'épizootie. Et dans le territoire de Feshi même, l'état désastreux des élevages dans l'entité de Lobo est le deuxième indice révélateur des conséquences du retard mis par le gouvernement pour aider ces éleveurs

La réduction des effectifs bovins qui en a résulté, renforcera indubitablement la précarité sociale des éleveurs et leurs dépendants, du fait du chômage que certains d'entre eux risquent de subir.

Au niveau régional aussi, le territoire de Feshi étant un épicentre avéré de l'expansion bovine, les effets ressentis à son niveau, risquent de faire mouche, et entraîner une baisse de la quantité de bêtes bovines, fournies sur les marchés de la ville de Kinshasa et de Kikwit.

Au plan évaluatif cependant, il ressort que la seule situation de l'entité de Lobo, dans le territoire de Feshi, ne suffit pas pour porter un jugement définitif, ni de tirer des conclusions pertinentes, à extrapoler à l'échelle régionale, les perspectives n'étant pas encore clairement dégagées, même si une diminution drastique des bêtes est à craindre à l'horizon, et que l'élan économique tend à faiblir.

Dans cette lutte contre l'épizootie, il y a lieu de présager que l'intérêt du gouvernement d'agir adéquatement et de manière prompte, se situe d'évidence à trois niveaux : économique, fiscal et social.

Sur le plan économique, il se devait d'intervenir à temps, parce que l'élevage bovin constitue l'un des substrats du développement endogène de cette partie du pays, celle-là même qui contribue à la sécurité alimentaire des villes de Kinshasa et Kikwit,

Sur le plan fiscal, la perte du bétail ou plutôt la diminution drastique de la taille de cheptels, devrait réduire l'assiette fiscale de territoires touchés,

Et enfin sur le plan social, les troupeaux décimés risquent de réduire la charge du travail dans les fermes et ainsi renvoyer ses éleveurs à leur case de départ, c'est-à-dire au chômage pour les uns, et à l'agriculture de survie pour les autres. Or, nous savons que celle-ci (agriculture) ne fournis pas suffisamment de revenu à ses opérateurs. Et le chômage accentuant la précarité sociale des éleveurs, peut induire un exode rural des jeunes.

Les questions de l'avenir de l'élevage bovin dans ce territoire, et de son développement endogène, par cette ressource bovine restent donc posées, tant la maladie continue à sévir et que les mesures prises n'ont pas encore apporté de solution espérée.

L'épidémie a démontré le niveau de la fragilité économique du territoire et surtout, elle a révélé le risque élevé que le territoire court de voir son élan économique compromis et l'amélioration des conditions de vie des populations du territoire s'estomper.

[198] Entretien téléphonique avec MBWESO Jean-Marie, éleveur du bétail sur le plateau des Batéké, près de la ville Kinshasa, le 24/12/2019

[199] *Op.cit*

BIBLIOGRAPHIQUE

- BACB (BULLETIN AGRICOLE DU CONGO BELGE), « Bulletin d'information » *de l'INEAC, vol. XLVI, n°4*, août 1955
- ALBARELLO, L, AUBIN D., FALLON C, VAN HAEPEREN, (Sous Dir. De) ; *Penser l'évaluation des politiques publiques*, Louvain-la-Neuve, Ed. De Boeck supérieur, Coll. ; Méthodes en sciences humaines, 2016
- BIRD/BANQUE MONDIALE, *Faire reculer la pauvreté en Afrique subsaharienne. Le développement à l'œuvre*, Washington, 1997
- DURUFLE G., FABRE, R. YUNG M. ; *Les effets sociaux et économiques des projets de développement rural. Manuel d'évaluation*, Ministère de la coopération, Paris, 1988
- MASAKI NZASI ABALA ; Évolution récente des indicateurs socioéconomiques du territoire de Fesch, in Revue internationale *« Mouvements et Enjeux Sociaux »*, vol.2, n°113,2020
- PITIE, J., *L'exode rural*, Paris, PUF, 1979
- DELCOURT L., *Explosion urbaine et mondialisation*, Louvain la neuve, Edition syllepse -Centre Tricontinental, série alternatives sud, vol.14, 2007
- Inspection Provinciale de l'agriculture et élevage, *rapport semestriel*, *rapport annuel*, 2010
- Inspection Provinciale de l'agriculture et élevage, *rapport semestriel*, *rapport annuel*, 2011
- Inspection Provinciale de l'agriculture et élevage, *rapport semestriel*, *rapport annuel*, 2014
- Inspection Provinciale de l'agriculture et élevage, *rapport semestriel*, *rapport annuel*, 2018
- Inspection Provinciale de l'agriculture et élevage, *rapport semestriel*, 2020
- Territoire de Popo Kabaka, (service de l'agriculture et élevage), *rapport annuel*, 2019.
- Territoire de Feshi, service agriculture et élevage, *rapport annuel*, 2015
- Territoire de Feshi, service agriculture et élevage, *rapport annuel*, 2017
- Territoire de Feshi, service agriculture et élevage, *rapport annuel*, 2018
- Territoire de Feshi, service agriculture et élevage, *rapport semestriel*, 2020

Webographie

- https://deskeco.com/2020/03/14/rdc-1962-million-usd-debloquer-pour-lutter-contre-lepidemie-bovine-dans-le-kwilu-et-le
- http://www.rfi.fr/fr/afrique/20191106-rdc-une-mysterieuse-epidemie-touche-le-cheptel-bovin-Feshi-le-sud-est
- https://www.primature.cd/public/2019/12/12/epidemie-animal-dans-le-Feshi-et-le-kwilu-la-riposte-se-prepare-le-gouvernement-central-appelle-les-eleveurs-a-la-patience/
- https://www.mediacongo.net/article-actualite-64357_pasterolose_l_epidemie_qui_decime_les_bovins_au_Feshi_enfin_connue_ministre.html
- https://acpcongo.com/index.php/2020/05/25/le-ministre-biaolusuka-annonce-la-fin-de-lepidemie-de-pasterollose-bovine-dans-le-Feshi/
- https://www.geopolismagazine.net/Feshi-lepidemie-qui-ravage-les-bovins-dans-la-territoire-du-Feshi-connue-le-ministre-de-la-peche-et-elevage-donne-des-assurances-quant-au-traitement/
- https://acpcongo.com/index.php/2020/03/25/lancement-a-kikwit-de-la-campagne-de-riposte-contre-lepidemie-pasteurellose-bovine-dans-des-territoires-du-kwilu-et-Feshi/
- https://infocongo.net/2019/12/13/lepidemie-mysterieuse-qui-decime-les-bovins-au-Feshi-preoccupe-le-premier-ministre
- https://www.facebook.com/feshi.dennonce/posts/559398194895741